

**! GARDEZ-LE
POUR VOUS**
**L'ours : premier test
pour De Rugy ?**

François de Rugy succède à Nicolas Hulot. © AFP

Le nom du successeur de Nicolas Hulot au ministère de la Transition écologique et solidaire était bien entendu scruté avec beaucoup d'attention en Béarn ce mardi, sur fond de projet de réintroduction de deux ours à l'automne. L'association Pays de l'ours-Adet (favorable à la démarche) adresse ses encouragements à François de Rugy, chargé selon elle d'une « délicate mission » : « Nous lui souhaitons d'avoir l'ambition et le courage nécessaires pour initier enfin cette transition indispensable et maintenant urgente. Parmi les premières décisions qu'il devra prendre, le maintien du lâcher de deux ours dans les Pyrénées est moins anecdotique qu'il n'y paraît, et constitue à nos yeux un véritable test des intentions de ce gouvernement remanié en matière de transition écologique ». De son côté, Yves Freysinet, membre d'EELV Béarn estime sur Twitter que « François de Rugy est un écologiste compétent et engagé de longue date. Il est devenu un homme politique de premier rang et on ne peut que souhaiter sa réussite au ministère de l'écologie. Le dossier de l'ours sera un premier marqueur de son action ».

**Le maire de Moncayolle
précise**

Dans notre édition de mardi, nous avons indiqué que les électeurs de Moncayolle seront conviés aux urnes le 23 septembre prochain afin de procéder à l'élection de 4 conseillers municipaux. Lors du scrutin de 2014, seuls neuf sièges sur les 11 prévus avaient été pourvus. Puis deux nouveaux départs avaient été enregistrés. « Un conseiller a démissionné le 30 juin 2014, précise le maire Jean-Michel Prat. Et un second est décédé le 17 juin 2016 (ndlr, il ne s'agit donc pas d'une démission comme nous l'avons indiqué mardi) ». Dès lors avec 7 conseillers, Moncayolle se situait au-delà du seuil réglementaire des deux tiers. Mais au village, l'équipe municipale se demande pourquoi la préfecture est restée plus de deux ans sans convoquer des élections. Une lettre recommandée est partie pour la préfecture. « On va refuser de mettre en place le bureau de vote », annonce le maire.

Un nouveau boss pour la Sobegi sur la voie de l'équilibre financier


Au 15 septembre, Philippe Canin (à gauche) prendra la succession de Gilles Noguérol qui rejoint le siège du groupe Total. © JEAN-PHILIPPE GIONNET

Philippe Canin prend la tête de la société de gestion industrielle du bassin de Lacq, dirigée depuis 2015 par Gilles Noguérol, au moment où les clignotants repassent au vert.

Après moins de 3 années en Béarn, Gilles Noguérol, 48 ans, tire donc sa révérence. Comme annoncé, il quitte, au profit de Philippe Canin (voir le Zoom), la présidence de la Société béarnaise de gestion industrielle (Sobegi ; 238 salariés) afin de rejoindre le siège du groupe Total à Paris-La Défense.

Il est légitime de dire que son mandat n'aura pas été vain. Loin s'en faut. Hier, lors de la passation de pouvoir devant les médias, un « réaligement des planètes » a d'ailleurs été, assez justement, évoqué à propos de la situation d'une plateforme mal en point trois ans plus tôt. Pourtant peu enclin à verser dans l'autosatisfaction, le partant n'a pas manqué de rappe-

ler que Sobegi en terminait avec « une période de transformation majeure ». « Les premiers résultats sont visibles », se plaît à souligner Gilles Noguérol, l'objectif (fixé par Total) restant « d'être en 2025 la référence européenne pour la fourniture d'utilités et de services aux industriels ».

« Un travail de bénédictin »

Ce redressement est passé, on s'en souvient, par le lancement d'un plan d'investissements, à hauteur de 40 millions d'euros, dédié à « l'efficacité énergétique » alors que la Sobegi accusait (en 2015) un déficit de 25 millions. Aujourd'hui, « l'organisation a été adaptée » - via, entre autres, le redéploiement de 47 salariés vers d'autres opé-

rateurs - « et nous sommes sur la bonne voie pour renouer avec les bénéfices fin 2018 ». Le dernier exercice conclu à l'équilibre est celui de 2013.

Pour la Sobegi, qui génère pas moins de 100 millions de chiffre d'affaires, le retour à une situation vertueuse passe, rappelle Gilles Noguérol, par « un bon démarrage de notre projet d'unité de co-génération Pegaze ». Les premiers kilowatts

704

C'EST LE NOMBRE DE JOURS SANS ACCIDENT DU TRAVAIL SUR LA PLATEFORME. UNE SERIE TOUJOURS EN COURS

🔍 ZOOM
Canin, de Dunkerque au bassin de Lacq

Agé de 50 ans, Philippe Canin, d'origine gardoise, est entré il y a un quart de siècle au sein du groupe Elf (filiale Atochem) devenu Total. Après avoir notamment fait l'école des Arts et Métiers, il a été directeur adjoint de la plateforme Total située à Carling (Moseille) avant d'occuper, ensuite, « un poste transverse », entre Paris et Dunkerque, au sein du pôle Raffinage et pétrochimie. Avec sa nomination en Béarn, Philippe Canin prend également, de fait, la présidence de l'association Induslacq.

ont été produits le 23 août.

L'attractivité de la plateforme, ou encore l'amélioration de l'acceptabilité du risque industriel, sont les autres chantiers largement ouverts. Un « travail de bénédictin » a été entrepris afin de « vendre » Lacq hors des frontières. Concrètement, il s'agit d'offrir aux industriels « des solutions clés en mains », la pérennisation du bassin « passant par l'arrivée de nouveaux opérateurs » sur les 35 hectares de foncier disponibles.

Pour trouver « ces nouveaux relais de croissance », deux cabinets spécialisés ont été chargés de prospecter auprès de 3 000 entreprises en France, Espagne, Allemagne et sur le continent asiatique. 1 800 sociétés seront contactées afin, peut-être, de trouver un successeur au groupe japonais Toray, dernier industriel majeur arrivé sur le bassin béarnais.

Or, l'affaire remonte déjà à 2014...

GÉRARD CAYRON ■ g.cayron@pyrenees.com

Les isards ont souffert d'un hiver trop long

Il semble que la population d'isards du Parc national soit en baisse en Béarn. Un hiver long pourrait expliquer ce reflux.

Nous évoquions récemment la décision de l'association des chasseurs des Eaux-Bonnes de ne tirer que 17 isards cette année au lieu des 30 autorisés par la fédération départementale de

chasse. En procédant au comptage des isards en juin dernier, ils avaient relevé 170 bêtes contre 300 l'année précédente.

« Nous faisons également un constat de baisse, notamment en Ossau », confirme Jérôme Lafitte, chargé de coordonner le suivi de la faune sauvage au Parc national. « Faute de moyens, nous ne faisons plus de comptage précis mais on parle de tendance » précise-t-il. « Nous

avons connu ces dernières années des baisses de population en raison de la kératoconjunctivite tout d'abord puis de la pestivirose. Mais aujourd'hui, on ne voit pas de signe de pestivirose en Béarn. Depuis 2015 elle ne progresse plus au-delà de la vallée de Cauterets et la kératoconjunctivite provoque peu de mortalité » poursuit-il. Tous les cadavres récupérés par les agents du parc sont analysés.

« L'hiver a été long cette année entraînant un accès à l'alimentation limité. En conséquence les isards les plus âgés et les jeunes de l'année meurent. De plus la reproduction n'a pas été exceptionnelle l'année dernière. On suspecte donc la longueur de l'hiver pour expliquer cette baisse des effectifs car il n'y a pas de pathologie par ailleurs » conclut le responsable.

L.V. ■ l.vissuzaine@pyrenees.com